



AU CŒUR DE L'ALIMENTATION HAÏTIENNE

Vers un nouveau pacte productif de sécurité nationale

✓ IDENTIFICATION DU PROJET

- ❑ Sujet : “ Plan national de sécurité alimentaire ”
- ❑ Nom : Au cœur de l'alimentation haïtienne
- ❑ Axes thématiques
 - Agriculture
 - Bien-être
 - Économie
 - Éducation
 - Santé
 - Technologie

INSTITUTION MARIE AXILIATRICE

Sœurs salésiennes de Don Bosco

route nationale #1, Babiote, Cap-haitien, Haïti WI

Nouveau Secondaire IV

- ❖ Pour l'équipe :
 - ✓ DORMÉLUS Roode-Lourneka
 - ✓ LOUIS Wislande
 - ✓ SAM Marie Audrey

- ❖ Pour le mentorat :
 - ✓ M. FRANÇOIS Rogé



Plan

- Mise en contexte
 - Introduction
 - Collecte de données
 - Obstacles structurels à la production nationale
 - Analyse Macroéconomique
 - Proposition politique
 - Solution proposée
 - Impact et faisabilité
 - Conclusion
- ❖ Mise en contexte
 - ❖ Introduction
 - Présentation de l'économie haïtienne
 - ❖ Collecte de données
 - Balance commerciale alimentaire
 - ❖ Obstacles structurels à la production nationale
 - défis fonciers, les bassins versants , l'irrigation, les vulnérabilités environnementales et changement climatique
 - accès au capital
 - faiblesses des infrastructures et logistique
 - rendement agricole
 - ❖ Analyse Macroéconomique
 - Équilibre monétaire
 - Pouvoir d'achat
 - ❖ Description du problème
 - Problématique
 - ❖ Solution proposée
 - Modernisation technique et souveraineté alimentaire
 - Proposition politique
 - ❖ Impact et faisabilité
 - Indicateurs de succès et viabilité financière
 - ❖ Conclusion
 - Synthèse et ouverture

➤ Mise en contexte

Selon une synthèse de l'approche Design Thinking alliée à l'influence de Joseph Schumpeter, qui a posé les bases économiques de la définition d'un projet, ce dernier se définit comme une proposition structurée visant à résoudre une problématique spécifique par une innovation (produit, service ou méthode) dont la valeur est démontrée par un équilibre rigoureux entre créativité, réalisme technique et rentabilité.

C'est avec une créativité débordante que nous nous apprêtons à entamer un nouveau chapitre de notre parcours. À l'image de mots se déployant sur une page blanche, nos idées convergent pour donner naissance à un projet à la fois extraordinaire et instructif, trouvant ses racines dans le cadre du concours de projets « Agro Vital ».

La vision essentielle de notre initiative est d'établir les fondements d'un plan national de sécurité alimentaire. En examinant différents indicateurs clés, nous cherchons à approfondir la compréhension de l'économie haïtienne et des facteurs endogènes et exogènes qui l'influencent.

L'objectif central de notre démarche est de définir une stratégie concrète visant à réduire la dépendance aux importations et à renforcer l'autonomie de la production locale. Notre projet revêt une importance capitale, car il propose non seulement une analyse macroéconomique rigoureuse, mais aussi des recommandations politiques structurées pour l'avenir du pays.

➤ Introduction

La sécurité alimentaire c'est l'accès par tous et à tout moment à une nourriture suffisante, saine et adéquate sur le plan nutritionnel. Pourtant, la mise en œuvre de ces droits fondamentaux s'est heurtée aux bouleversements structurels de la nation. Cette vision globale s'oppose en effet à la réalité historique du pays c'est pourquoi l'évolution de l'économie haïtienne peut être segmentée en deux périodes contrastées.

D'un côté, une ère de grands chantiers et de réformes structurelles au milieu du 20^e siècle où, sous les présidences de Dumarsais Estimé et Paul Eugène Magloire, Haïti s'affirmait comme le "Grenier des Antilles". Le pays était alors capable non seulement de nourrir sa population, mais aussi d'exporter massivement du café, du cacao et du sucre grâce à une agriculture nationale protégée et modernisée (système d'irrigation de l'Artibonite).

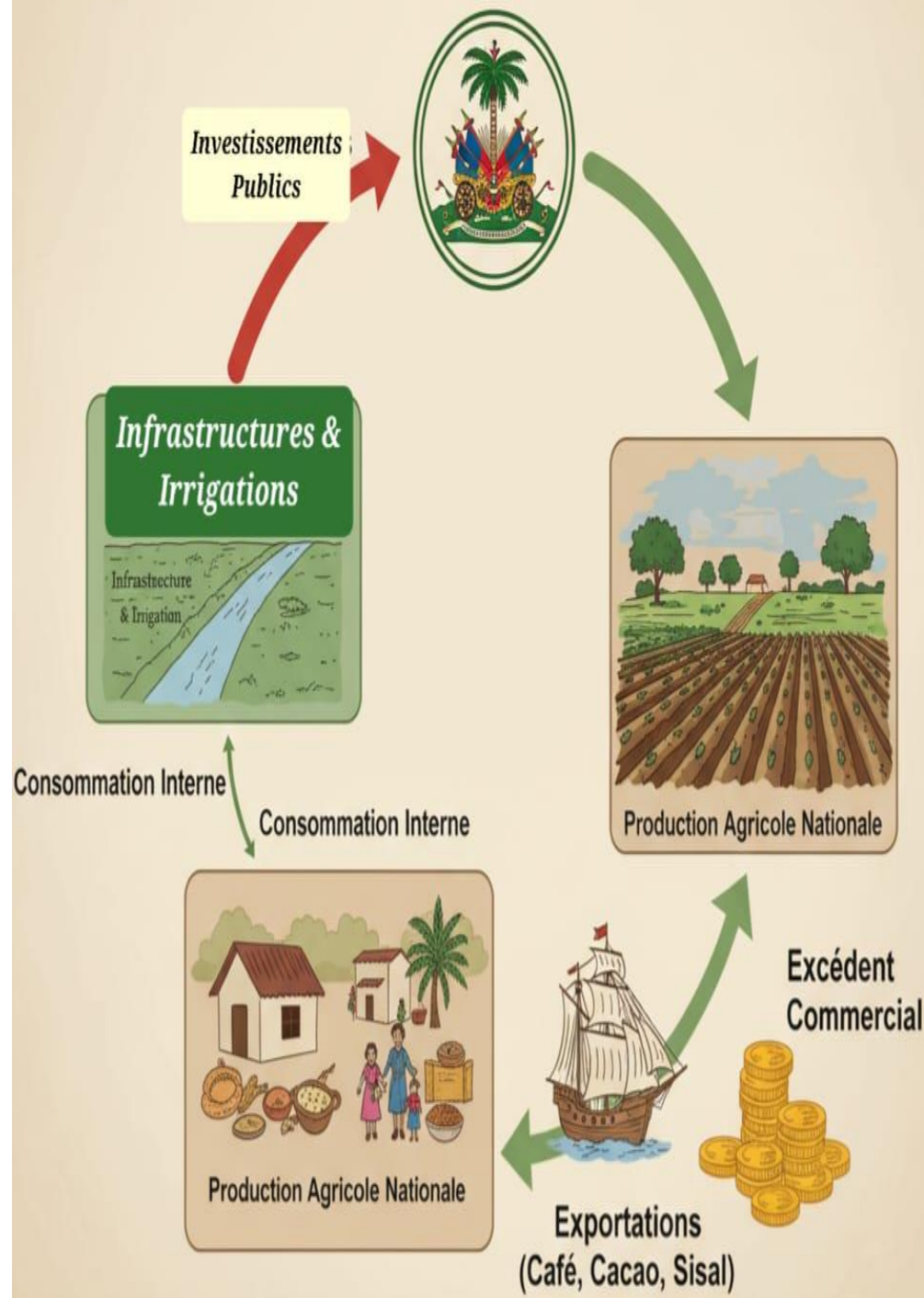
De l'autre, le basculement vers une libéralisation sauvage dans les années 1980 a démantelé ce socle productif, menant à une période de crise profonde et de récession prolongée depuis 2016. Aujourd'hui, avec plus de 80% de nos denrées de base importées, l'économie haïtienne est devenue ultra-vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux et à l'insécurité, transformant le droit de manger en un défi quotidien pour des millions de citoyens.

Face à cette vulnérabilité chronique, deux approches s'offrent à la nation : l'assistance humanitaire d'urgence via l'aide alimentaire internationale, et la réponse structurelle de l'État visant l'autonomie. Bien que l'aide d'urgence soit parfois indispensable pour parer au plus pressé, elle ne saurait constituer un moteur de développement durable. C'est pourquoi ce plan national de sécurité alimentaire se penche exclusivement sur la seconde stratégie, celle de l'investissement souverain. Il s'agira d'analyser comment l'augmentation des surfaces cultivables, l'accès au crédit agricole et la modernisation des infrastructures peuvent restaurer notre productivité et garantir, à long terme, la résilience de notre économie face aux chocs mondiaux

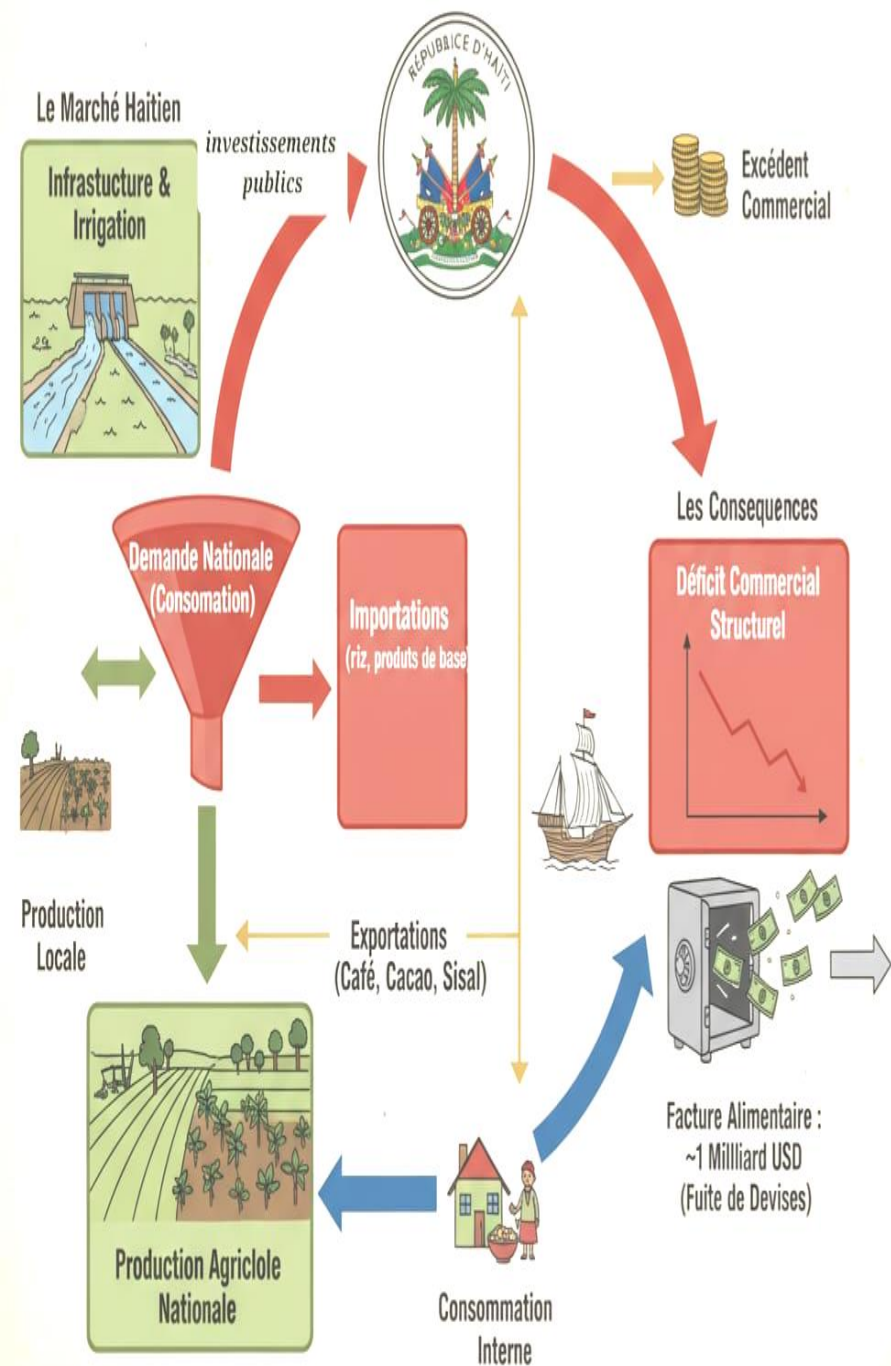
➤ Collecte de données

✓ Balance commerciale alimentaire

L'évolution de la trajectoire commerciale d'Haïti sur les huit dernières décennies révèle une mutation profonde et alarmante, passant d'un modèle d'autosuffisance agricole extravertie à une économie de consommation sous perfusion étrangère. Sous les administrations de Dumarsais Estimé et de Paul Eugène Magloire (1946-1956), Haïti s'imposait comme la « Perle des Antilles », une réalité comtable confirmée par les travaux de l'historien Gérard Pierre-Charles (1967) : la balance commerciale alimentaire était alors excédentaire ou à l'équilibre. Cette performance reposait sur une synergie entre des investissements publics massifs dans les infrastructures hydrauliques de l'Artibonite et une structuration rigoureuse des filières d'exportation telles que le café, le cacao et le sisal. À cette époque, comme le souligne le géographe Paul Moral dans son ouvrage de référence *Le Paysan Haïtien*, la production nationale de riz couvrait la quasi-totalité des besoins, symbolisant une souveraineté alimentaire où le pays dégageait des surplus au lieu de drainer ses devises pour se nourrir.



En miroir, la période s'étendant de 2016 à nos jours illustre une déliquescence systémique. Le déficit commercial est devenu structurel, exacerbé par les ondes de choc du séisme de 2010 qui ont transformé Haïti en un marché captif. La rupture entre la production et la consommation est désormais totale : selon les données de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), la facture alimentaire annuelle oscille entre 800 millions et 1 milliard de dollars, tandis que le riz, autrefois pilier de l'autonomie, est importé à plus de 80 %, principalement des États-Unis. Ce basculement reflète un sous-investissement chronique : là où les années 1950 misaient sur l'irrigation, l'ère actuelle subit une stagnation technique et un délabrement logistique tel que, d'après les rapports de la Banque Mondiale (2023), 30 % à 40 % de la récolte locale pourrit avant d'atteindre les centres urbains. En somme, le pays finance aujourd'hui la croissance des secteurs agricoles américain et dominicain, condamnant ses propres paysans à la marginalisation et sa population à une insécurité alimentaire chronique.



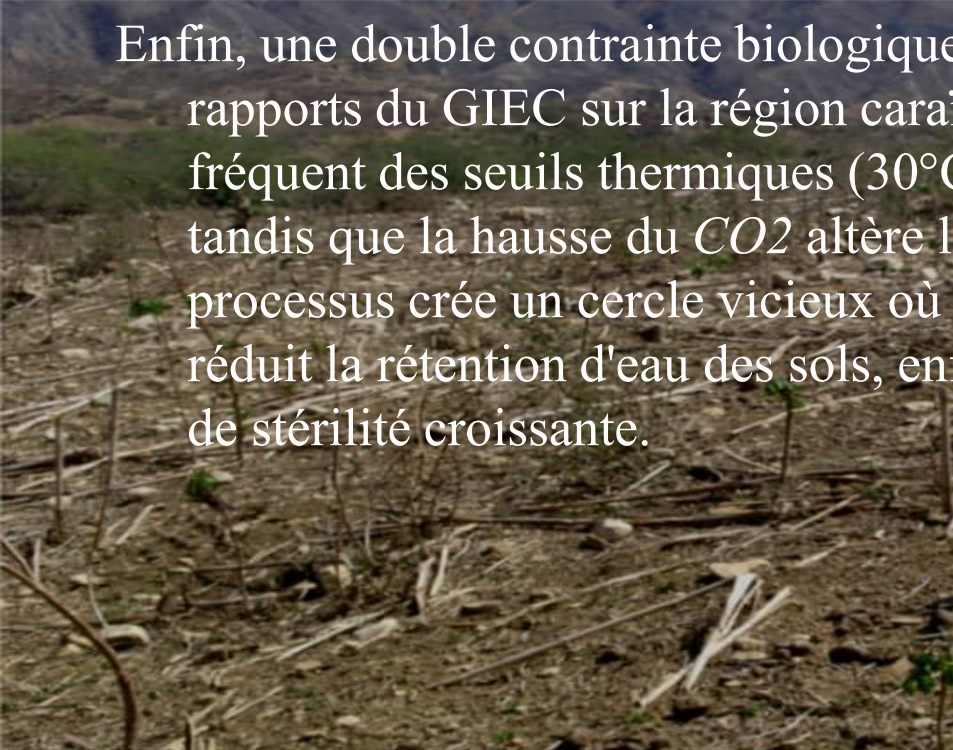
➤ OBSTACLES STRUCTURELS À LA PRODUCTION NATIONALE

L'agriculture haïtienne est paralysée par une crise foncière structurelle définie par l'extrême fragmentation des parcelles (moyenne de 1,8 ha) et une informalité dominante touchant 75 % des exploitations, selon les données du Recensement Général de l'Agriculture (RGA). Ce cadre juridique précaire bloque l'investissement et alimente les conflits, aggravant la dégradation de 85 % des bassins versants où la pression démographique force l'exploitation de 420 000 ha de terres marginales, provoquant une érosion massive estimée à 12 000 ha par an.

Le potentiel d'irrigation reste sous-exploité en raison de la vétusté des réseaux et des dégâts cycloniques récurrents. À cela s'ajoute un enclavement logistique critique : avec 80 % du réseau routier dégradé d'après les relevés techniques du MTPTC, l'absence de structures de stockage et d'accès à l'énergie condamne les producteurs à des ventes immédiates à bas prix pour éviter le pourrissement des récoltes.

Cette vulnérabilité physique est désormais exacerbée par une insécurité multidimensionnelle généralisée. Le contrôle des axes routiers stratégiques par des groupes armés instaure un véritable "droit de passage" parasitaire qui renchérit le coût des intrants et ampute les marges des producteurs. Ce climat de violence provoque un abandon massif des zones de production périurbaines et entrave l'accès aux marchés urbains, désarticulant les circuits de distribution nationaux au profit des importations. L'insécurité rurale, marquée par le vol de bétail et le pillage des récoltes, tarit le crédit agricole et rend, selon les analyses de la Banque de la République d'Haïti (BRH), tout investissement à long terme impossible.

Enfin, une double contrainte biologique et climatique sature le système. Les rapports du GIEC sur la région caraïbe confirment que le dépassement fréquent des seuils thermiques (30°C à 35°C) bloque la photosynthèse, tandis que la hausse du CO_2 altère la qualité nutritionnelle des récoltes. Ce processus crée un cercle vicieux où l'épuisement de la matière organique réduit la rétention d'eau des sols, enfermant la production dans une spirale de stérilité croissante.



✓ Rendement Agricole

À partir des données structurelles fournies, on peut déduire que le rendement agricole haïtien n'est pas seulement faible, il est mathématiquement plafonné par une série de multiplicateurs d'inefficacité.

Pour le modéliser, nous utilisons une approche par facteurs de réduction de rendement. Le rendement réel (R_y) n'est qu'une fraction du rendement potentiel (R_p) après passage à travers les filtres structurels

La formule du rendement systémique est :

$$R_y = R_p(n_f.n_k.n_h.n_l.n_c)$$

Où les indices d'efficacité (compris entre 0 et 1) sont :

n_f (Foncier) : Fragmentation et informalité (0,25 car 75% d'informalité bloque l'investissement long terme).

n_k (Capital) : Accès quasi nul au crédit productif.

n_h (Hydrologie) : Vétusté des infrastructures et dégradation des bassins versants (85%).

n_l (Logistique) : Pertes post-récolte dues à l'enclavement (80% des routes dégradées) et absence de stockage

Si l'on prend un rendement potentiel théorique de 100% :

$$R_y = 100(0.25 * 0.10 * 0.15 * 0.20 * 0.70)$$

$$R_y = 100 * 0.000525$$

$$R_y = 0.0525\%$$

Déduction des résultats sur la production nationale :

Rendement par hectare : En raison de la fragmentation (1,8 ha) et de l'exploitation de terres marginales (420 000 ha), le rendement à l'unité est décroissant. L'érosion de 12 000 ha/an de terre arable réduit physiquement la base productive chaque année.

Rendement Économique : Même si une récolte survit au stress thermique et au manque d'eau, l'absence de logistique transforme le rendement biologique en perte économique. Le producteur "brade" son surplus, ce qui empêche la reconstitution du capital pour la saison suivante.

Rendement Biologique : La photosynthèse étant bloquée par la chaleur et le sol s'appauvrissant en matière organique, le plafond biologique (R_p) baisse intrinsèquement.

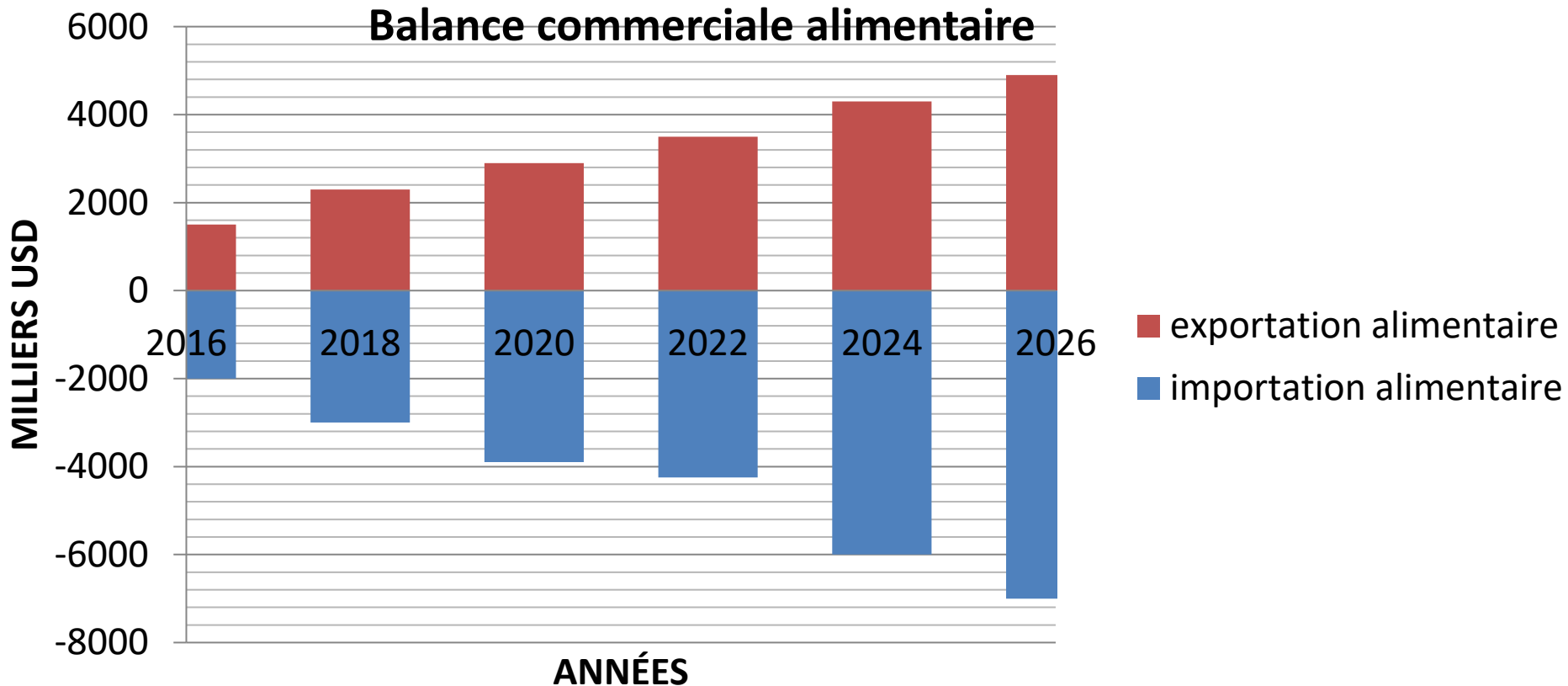
Constat : Les obstacles structurels sont si imbriqués que l'efficacité globale est proche de zéro. Même en isolant chaque facteur, le cumul des pertes (foncier, érosion, absence de crédit, pourrissement des récoltes) empêche toute viabilité économique.

En résumé, le rendement agricole en Haïti est pris dans une spirale de stérilité. Ce n'est pas un simple manque de productivité, mais une destruction active de la capacité de production par l'érosion des sols, la décapitalisation et le verrouillage logistique

➤ ANALYSE MACROÉCONOMIQUE

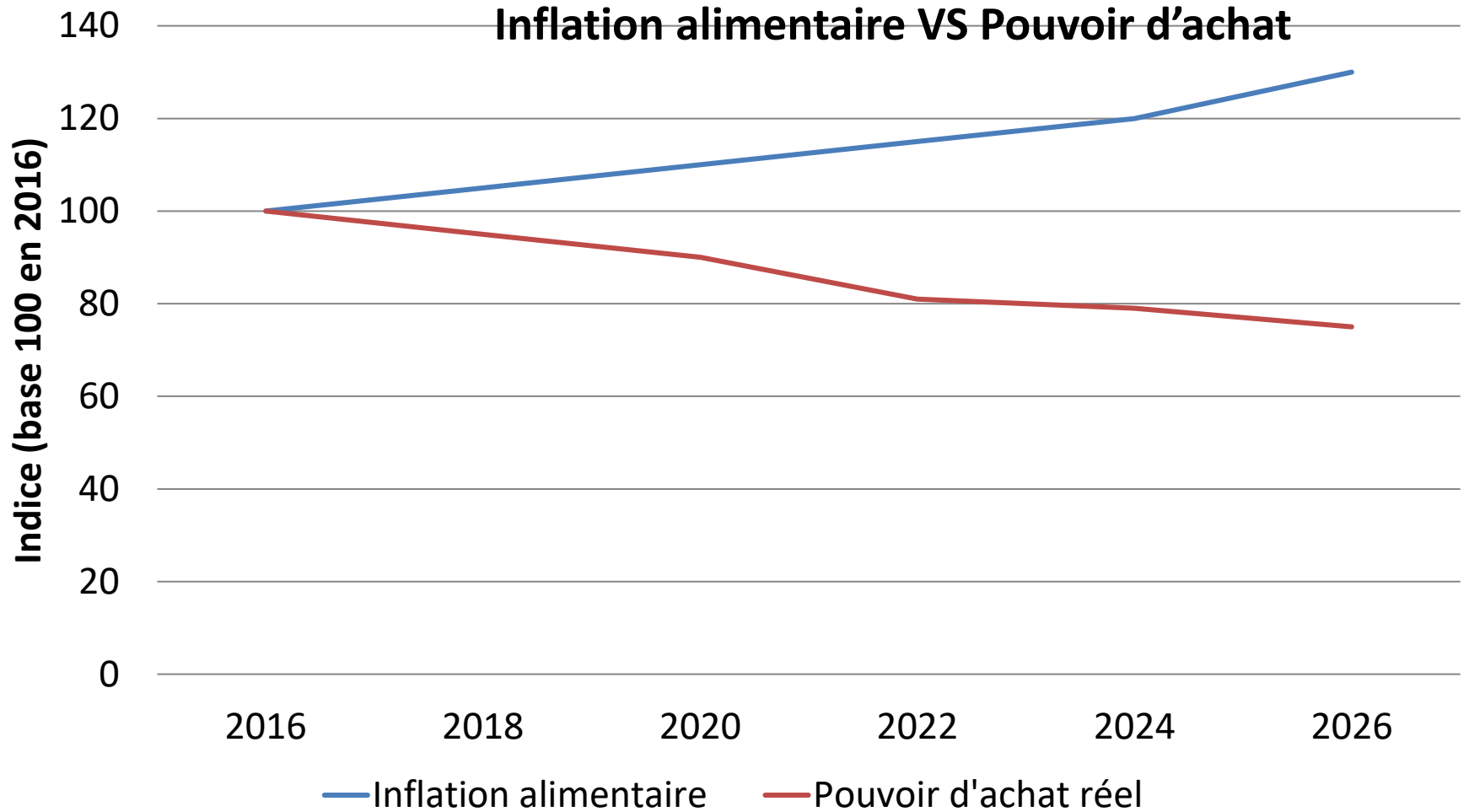
L'économie agraire haïtienne est verrouillée par une asphyxie systémique où l'effondrement de la production réelle (Y) et l'instabilité monétaire (M) détruisent le pouvoir d'achat national. Au cœur de cette crise se trouve une spirale de stérilité physique et juridique : la fragmentation extrême des terres, avec une moyenne de 1,8 ha selon le Ministère de l'Agriculture (marndr), et une informalité de 75 % bloquent l'investissement et le crédit. Parallèlement, l'érosion massive estimée à 12 000 ha/an dégrade 85 % des bassins versants, provoquant l'ensablement d'infrastructures d'irrigation déjà vétustes. Cette défaillance productive a été historiquement masquée par une libéralisation commerciale agressive. Loin de stabiliser les prix, elle a transformé le milieu rural en acheteur net de produits importés, une vulnérabilité confirmée par les rapports de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) sur la dépendance aux marchés extérieurs. En 2026, l'enclavement logistique, marqué par 80 % des routes dégradées, et l'absence de stockage condamnent les rares surplus locaux au pourrissement, tandis que la dépréciation de la gourde renchérit mécaniquement les aliments essentiels. Selon l'équation des échanges ($MV = PY$), l'expansion monétaire supérieure à la production réelle alimente une inflation galopante. Les indices de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) montrent que cette dynamique réduit le pouvoir d'achat (rapport R/P) à néant. Enfin, le système atteint ses limites biologiques : le dépassement des seuils thermiques (30°C à 35°C) bloque la photosynthèse, tandis que la hausse du CO_2 altère la qualité des récoltes. Ce cumul de pertes — de l'absence de capital au stress climatique — rend la viabilité économique de la production nationale quasi nulle, emprisonnant la sécurité alimentaire dans une dépendance extérieure totale et une précarité sociale chronique.

✓ Tableau de bord



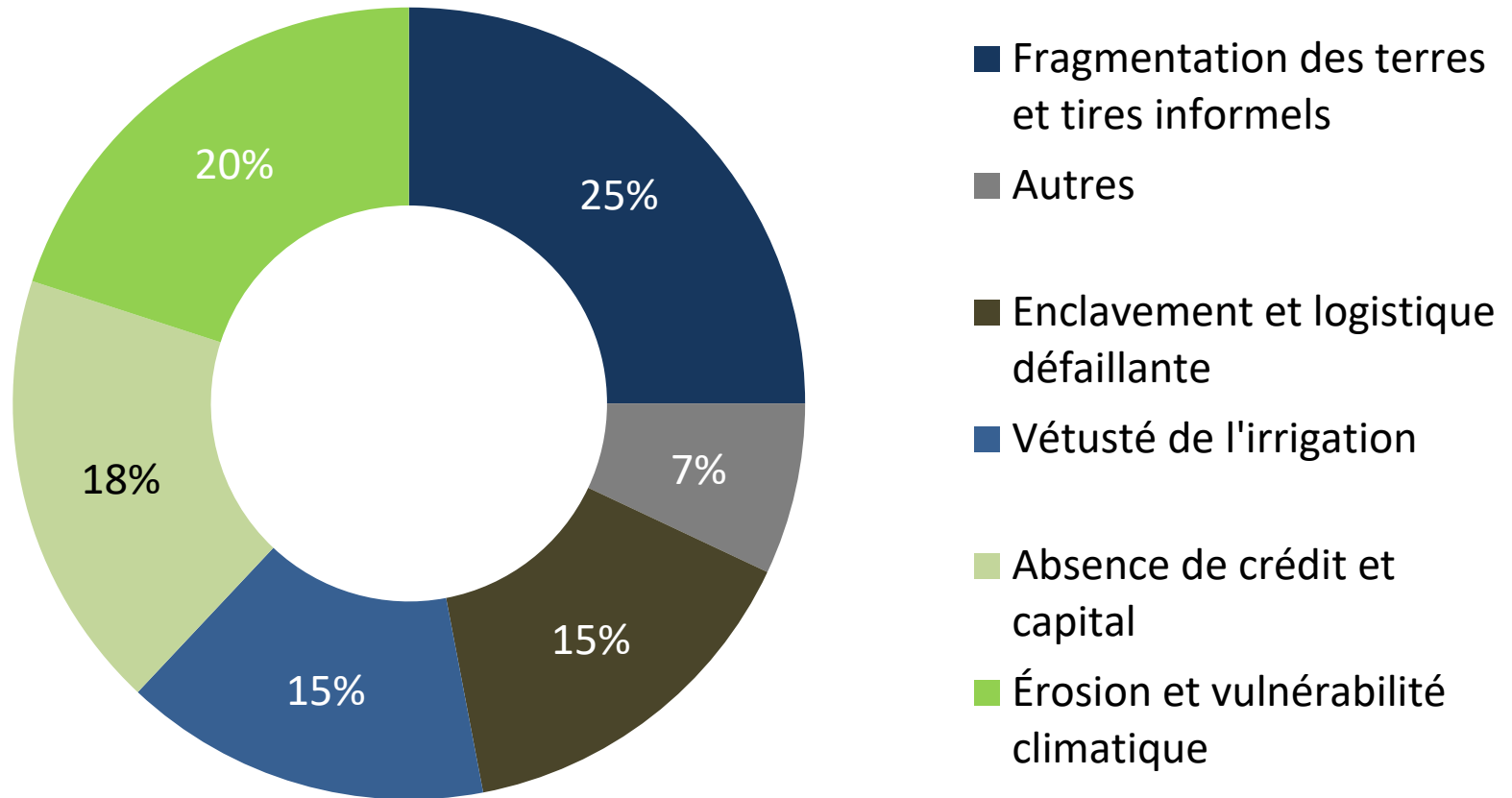
- Nous voyons ici la matérialisation de la perte de souveraineté. L'écart se creuse irrémédiablement, saignant l'économie nationale pour payer des produits que nous pourrions produire.

Inflation alimentaire VS Pouvoir d'achat



- C'est le cœur de l'asphyxie. Même si les gens ont un revenu nominal (rapport R), le rapport R/P s'effondre car les prix (P) flambent en raison de la dépréciation monétaire et des importations chères. C'est l'équation de Fisher ($MV = PY$) qui punit le consommateur.

Obstacles structurels à la production nationale



- Pour débloquer la production (Y), nous devons attaquer ces priorités : le foncier informel (25%), les vulnérabilités climatiques (20%) et le manque de crédit (18%). C'est ici que nos futures propositions politiques devront frapper

➤ DESCRIPTION DU PROBLÈME

La problématique centrale réside dans l'incapacité systémique du secteur agricole à assurer la sécurité alimentaire nationale, en raison d'un cycle de faible productivité et d'une vulnérabilité accrue des exploitations. Ce blocage résulte de la convergence critique entre l'épuisement du capital naturel (sols et ressources en eau) et l'obsolescence des infrastructures de base, désormais aggravée par une insécurité généralisée et l'emprise de groupes armés sur les principaux axes de circulation. Cette violence territoriale fragmente les marchés, impose des "taxes" illégales aux producteurs et provoque une urbanisation forcée des terres fertiles par des populations fuyant les zones de conflit.

L'identification du problème met en exergue un cadre institutionnel et économique défaillant : l'insécurité foncière chronique, l'absence d'un système financier adapté et le risque sécuritaire élevé paralysent l'investissement privé. Parallèlement, la déficience de l'encadrement technique isole les producteurs face aux aléas climatiques et aux rackets organisés. Enfin, le désengagement budgétaire de l'État et une libéralisation excessive des marchés, combinés au contrôle des ports et des routes par des gangs, affaiblissent la compétitivité locale et transforment les faiblesses structurelles du monde rural en une menace existentielle pour la souveraineté alimentaire et la sécurité nationale.

➤ DESCRIPTION DU PROBLÈME

Cette séquence expose la paralysie actuelle du secteur agricole, pris en étau entre la dégradation des sols et l'asphyxie sécuritaire des axes commerciaux.



✓ Pourquoi est-il important de résoudre ce problème ?

La résolution de cette problématique est une nécessité impérieuse car le redressement du secteur agricole conditionne désormais la stabilité structurelle et la viabilité même de la nation. Dans un contexte de crise sécuritaire, restaurer la productivité et sécuriser les circuits de distribution est la condition sine qua non pour briser le siège alimentaire des centres urbains. En garantissant la souveraineté alimentaire, le pays transforme une dépendance extérieure, vulnérable aux blocus portuaires, en une capacité d'autosuffisance résiliente.

Cette transition est indispensable pour offrir à la jeunesse rurale des opportunités d'emploi dignes, constituant ainsi le seul rempart efficace contre le recrutement par les gangs et l'exode rural massif. Sur le plan macroéconomique, la sortie du désengagement budgétaire et la sécurisation des infrastructures rurales sont les seuls leviers capables de restaurer la confiance des investisseurs et d'équilibrer la balance commerciale. Enfin, face à l'urgence climatique et à l'effondrement de l'autorité de l'État, une intervention vigoureuse est l'unique moyen de protéger le capital naturel et de garantir que la production nationale devienne le pilier de la stabilité sociale, empêchant que la faim ne devienne une arme de déstabilisation irréversible.

➤ SOLUTION PROPOSÉE

Pour rompre l'incapacité systémique du secteur agricole haïtien, aggravée par un contexte sécuritaire délétère, la stratégie repose sur un modèle d'agrobusiness décentralisé, digitalisé et résilient. Ce plan vise à restaurer la productivité des filières clés, telles que le riz de l'Artibonite, le maïs du Sud, le café et le cacao, tout en contournant les ruptures de flux imposées par l'instabilité des axes routiers.

- ✓ La transformation repose d'abord sur la digitalisation des échanges via la « Bourse du Terroir ». En connectant numériquement les 200 000 familles caféières et les producteurs de céréales aux acheteurs urbains par technologie USSD/SMS, on réduit les déplacements physiques risqués et l'influence des intermédiaires spéculatifs. Ce modèle permet d'organiser des convois logistiques sécurisés et de garantir un revenu au producteur, même lorsque les accès principaux sont obstrués. En parallèle, le déploiement d'un Réseau National de « Silos Verts » apporte une réponse technique au gaspillage post-récolte, qui représente actuellement 30 à 40 % de pertes. En installant des unités de stockage et de transformation solaire au cœur des sections communales, l'État permet aux planteurs de transformer le grain en farine sur place, réduisant le volume de transport et créant des réserves alimentaires locales capables de nourrir les communautés en période de blocus.
- ✓ Sur le plan de la productivité, le plan prévoit une relance massive de la recherche agronomique et de l'encadrement technique. Il s'agit de renouveler le matériel génétique local pour augmenter les rendements et de structurer l'approvisionnement en intrants — semences certifiées et engrais organiques — afin de réduire la dépendance aux importations de riz qui saturent le marché. Pour financer cette relance, la restructuration du Bureau de Crédit Agricole (BCA) et l'incitation des banques commerciales, via un fonds de garantie étatique, sont impératives pour injecter les capitaux nécessaires aux micro-entreprises rurales

- ✓ Cependant, cette modernisation technique resterait vaine sans un investissement massif dans le capital humain. Le plan intègre donc un volet de sensibilisation et d'éducation agricole moderne. Il s'agit de transformer les écoles rurales en centres d'apprentissage pratique où les nouvelles générations sont formées aux techniques de l'agroforesterie et de l'agriculture de précision. En valorisant l'image de l'agriculteur comme un entrepreneur technologique plutôt que comme un travailleur de subsistance, nous assurons la relève générationnelle nécessaire à la pérennité du secteur.
- ✓ Enfin, le « Pacte de Souveraineté » par la commande publique est la condition sine qua non pour redonner confiance aux producteurs. En imposant un quota de 80 % de produits locaux dans les institutions étatiques (cantines, police, prisons), l'État garantit un débouché sûr qui sert de levier pour le crédit bancaire. Cette dynamique est sécurisée par une réforme institutionnelle intégrant une cellule de sécurisation des corridors agricoles et une augmentation substantielle du budget national alloué à l'agriculture. En déconcentrant les ressources et en protégeant les filières porteuses, ce plan transforme le secteur agricole en un bastion de souveraineté, garantissant la survie alimentaire d'Haïti face aux chocs climatiques, économiques et sécuritaires les plus extrêmes.

✓ En croisant les données du marndr et de la CNSA, l'inventaire ci-dessous définit une trajectoire de souveraineté en adaptant la modernisation aux spécificités de chaque département. L'objectif est de transformer la subsistance précaire en pôles agro-industriels performants. En déployant des aménagements de rupture, nous neutralisons les pertes post-récolte et relevons le défi thermique de 35°C, convertissant ainsi la géographie de la faim en une véritable architecture de défense nationale

DÉPARTEMENTS	PRODUCTION ACTUELLE	PRODUCTION FUTURE	AMENAGEMENTS PRIORITAIRES
Artibonite	Riz (Vallée de l'Artibonite), sel, oignons	Riz de haute qualité, tomates industrielles, Culture maraîchères de contre-saison.	Réhabilitation du système d'irrigation de l'ODVA, curage des canaux, et installation de Silos Verts pour le séchage industriel du riz afin de concurrencer le riz importé.

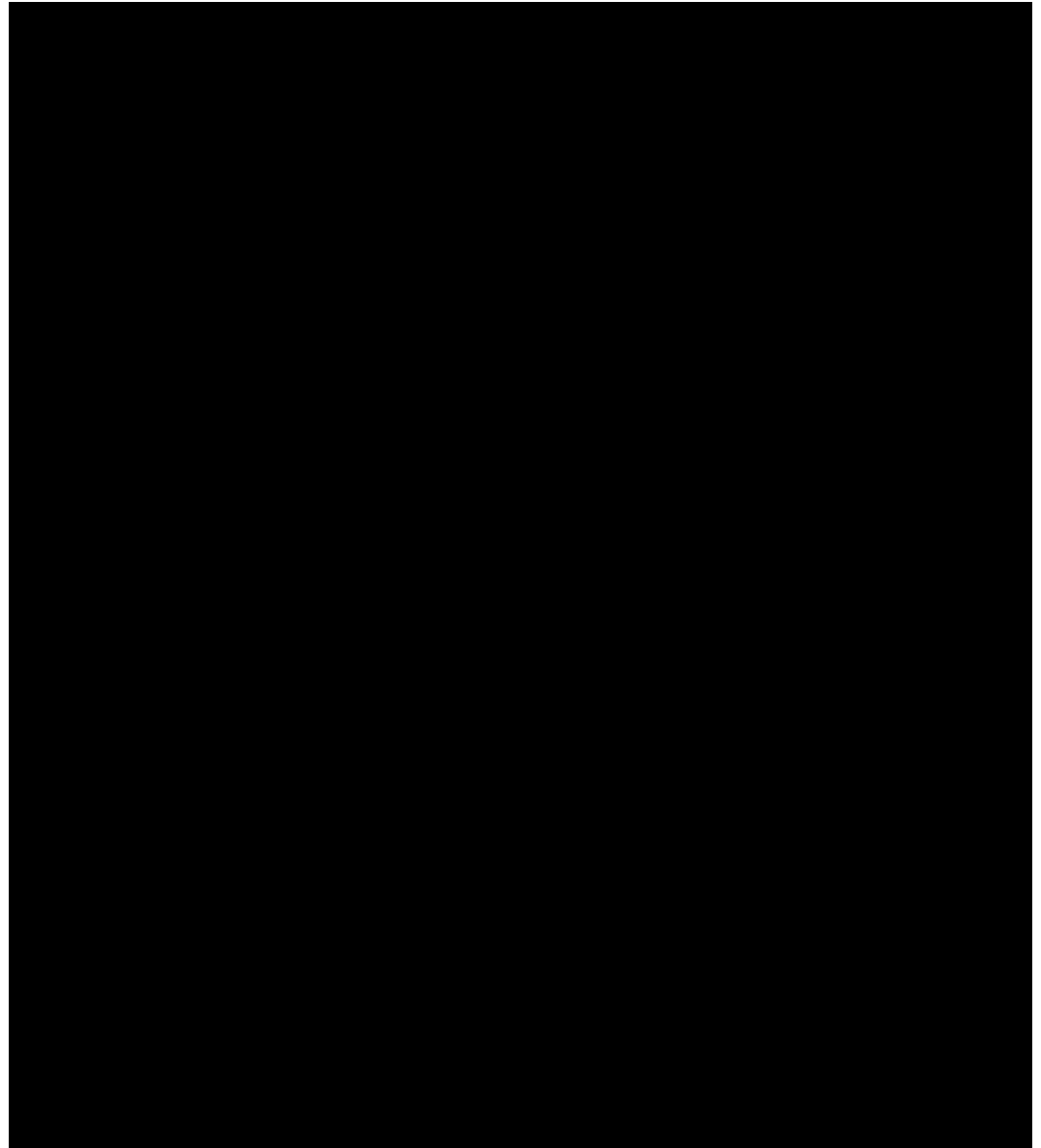
Ouest	Légumes (Kenscoff), mangues francisque, volaille	Aquaculture intensive, agriculture périurbaine hydroponique et transformation agro-industrielle.	Création d'une zone de fret sécurisée à la sortie nord et sud, centres de froid pour les produits périssables de Kenscoff.
Sud	Maïs, racines et tubercules (manioc, igname), vétiver	Farines de maïs, transformation du vétiver en huiles essentielles haut de gamme, fruits transformés (jus et confitures).	Usines de transformation de maïs en farine (réduction du volume de transport), renforcement des coopératives de Torbeck.
Nord	Cacao, agrumes, canne à sucre.	Cacao fermenté certifié "Bio/Équitable", production de sucre roux local.	Centres de fermentation modernes, amélioration génétique des cacaoyers.

Grand'Anse	Arbre à pain, (Lam veritab), cacao, café, igname	Farine de "Lam veritab" (alternative au blé), bois d'œuvre contrôlé, miel.	Unités de transformation de l'arbre à pain en farine sur place (Silos Verts), protection des bassins versants contre l'érosion.
Nord-Est	Tabac, sisal, arachides	Élevage bovin intensif, production d'huile d'arachide, maraîchage sous serre.	Barrage sur la Rivière Massacre (irrigation), abattoirs modernes aux normes sanitaires internationales.
Nord-Ouest	Bananes, café (hauteurs), pêche artisanale	Sel marin raffiné, élevage à grande échelle.	Systèmes de captage d'eau de pluie, usines de dessalement solaire, infrastructures de stockage pour la pêche.
Sud-Est	Café, bananes, agrumes, maraîchage.	Café de spécialité, horticulture, fruits tempérés.	Centres de traitement du café par voie humide, routes agricoles de montagne pour désenclaver Belle-

Nippes	Maïs, petit mil, bétail	Centre de distribution régional, transformation des tubercules en fécula.	Marché régional moderne à Miragoâne, plateformes de stockage stratégique de céréales.
Centre	Bétail, canne à sucre, miel	Production laitière nationale (lait pasteurisé), viande bovine, énergie biomasse (canne).	Création d'une "Route du Lait" (collecte quotidienne), usines de production d'aliments pour bétail à partir de résidus agricoles locaux.

✓ VISION ET PROJECTION

Découvrez ici le passage à l'action : un écosystème décentralisé alliant silos solaires et outils digitaux pour restaurer notre souveraineté alimentaire.



➤ IMPACT ET FAISABILITÉ

L'impact et la faisabilité du Plan National de Sécurité Alimentaire reposent sur une stratégie de rupture visant à transformer structurellement le quotidien de plus de 500 000 familles rurales, soit environ 2,5 millions de bénéficiaires directs. En ciblant les petits exploitants de l'Artibonite, les caféiculteurs du Sud et les maraîchers, ce projet garantit une hausse des revenus nets de 30 % à 40 % dès les deux premières années. La viabilité technique repose sur le déploiement de 500 unités de « Silos Verts » et de moulins solaires de haute efficacité. Ces infrastructures permettent de récupérer les 40 % de récoltes actuellement perdues à cause de l'humidité résiduelle et des nuisibles, transformant ce gaspillage en une réserve alimentaire stratégique de proximité.

Sur le plan technique, ces unités sont conçues pour contrer les limites biologiques (35°C) identifiées dans notre diagnostic. L'intégration de systèmes de séchage thermique contrôlé et de ventilation forcée permet de stabiliser les grains (riz, maïs) à un taux d'humidité optimal de 12-14% avant le stockage, stoppant ainsi la prolifération des aflatoxines. Pour les 11 millions de consommateurs haïtiens, cette maîtrise de la chaîne de valeur se traduit par une stabilisation des prix et une réduction de la dépendance aux importations de riz, qui absorbent actuellement plus de 200 millions USD par an en devises.

La réalisation de cette ambition nécessite un investissement quinquennal estimé entre 315 et 370 millions USD, structuré comme un investissement de défense nationale. Ce budget couvre l'acquisition de 1 500 kits solaires industriels hybrides, la réhabilitation des centres de recherche agronomique pour le développement de variétés thermorésistantes, et le déploiement de la plateforme sécurisée « Bourse du Terroir ». Le Retour sur Investissement (ROI) macroéconomique est atteint en moins de 4 ans, uniquement par l'économie des devises autrefois destinées aux importations..

La viabilité financière est assurée par un mécanisme d'autofinancement circulaire : en réorientant les 150 millions USD annuels de l'aide alimentaire importée vers l'achat de production locale via le « Pacte de Souveraineté », l'État crée un débouché garanti. Cette commande publique devient le levier indispensable pour inciter les banques commerciales et le BCA à injecter 100 millions USD de capitaux frais. En stabilisant les corridors agricoles par une cellule de sécurisation MARNDR/PNH, le projet prouve sa faisabilité même en contexte de crise, créant 100 000 emplois techniques pour la jeunesse et offrant une alternative concrète à l'enrôlement par les gangs.

✓ BUDGET PRÉVISIONNEL

POSTE BUDGÉTAIRE	DÉTAILS DES INVESTISSEMENTS	PART (%)	MONTANT (MILLIONS USD)
Infrastructures de stockage	500 silos vert, kits solaires, séchoirs thermiques.	40%	126-148
Modernisation & Recherche	CRDA, semences certifiés, intrants organiques.	20%	63-74
Logistique & Digitalisation	Bourse du terroir, sécurisations des corridors.	12%	38-44
Capital Humain	Écoles rurales, formation technique, sensibilisation.	10%	31.5-37
Fonds de Garantie (BCA)	Levier pour le crédit agricole privé.	8%	25-30
Marge pour imprévus	Réserve de contingence	10%	31.5-37
TOTAL		100%	315-370

➤ CONCLUSION

Au terme de cette analyse, il apparaît clairement que la crise alimentaire haïtienne n'est pas une fatalité géographique, mais le résultat d'une asphyxie structurelle et monétaire. Le plan que nous avons élaboré démontre qu'une alternative existe : celle de l'agrobusiness décentralisé et digitalisé. En investissant dans les « Silos Verts », en sécurisant les corridors agricoles et en imposant un « Pacte de Souveraineté » dans la commande publique, nous ne faisons pas que produire des calories ; nous restaurons la valeur de la gourde, nous créons des emplois techniques pour notre jeunesse et nous brisons les chaînes de la dépendance extérieure. La faisabilité financière, basée sur un mécanisme d'autofinancement circulaire, prouve que les ressources existent, pourvu qu'elles soient réorientées vers la production nationale.

En réussissant cette transition, Haïti peut passer du statut de pays importateur net vulnérable à celui de modèle de résilience pour les nations insulaires en développement. La réussite de ce plan pose cependant un nouveau défi pour l'avenir : celui de la pérennisation institutionnelle. Une fois l'équilibre monétaire et la souveraineté alimentaire atteints, comment l'État haïtien pourra-t-il étendre ce modèle de "Pacte de Souveraineté" à d'autres secteurs stratégiques, comme l'énergie ou la transformation industrielle légère, pour consolider son émergence économique ?

➤ RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Dodat Jean, M., Modeseme, K., &
Lucius, J. V. Histoire et Géographie :
Nouveau Secondaire IV. C³ Éditions

Mazoyer, M., & Roudart, L. (2002).
Histoire des agricultures du monde.
Éditions du Seuil

- Banque de la République d'Haïti (BRH)
- Banque Mondiale
- CNSA
- Gemini
- gettyimages
- GIEC
- Humanitarian Action

- IHSI
- Ina.fr
- LaPresse.ca
- Le Nouvelliste
- marndr
- MTPTC
- OMC
- RGA
- UNOPS
- Via Campestrina
- WFP Executive Board
- Youtube



Fin de l'exposé

MERCI POUR VOTRE ATTENTION

